

## **Propos introductif conférence de presse du 17 janvier 2019**

**Gérard Larcher, Président du Sénat**

Cher Jean-Pierre Gratien, Chère Chantal Didier,

Mesdames et Messieurs, membres de l'Association des Journalistes  
Parlementaires,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir à la présidence du Sénat pour cette conférence de presse de début d'année. J'adresse à chacune et à chacun d'entre vous mes meilleurs vœux.

L'année dernière, à la même époque, lorsque nous nous étions rencontrés, nous avons évoqué le programme législatif qui nous attendait en 2018 et la situation de la France six mois après le début de la Présidence d'Emmanuel Macron. Il est clair que nous étions loin d'imaginer un dernier trimestre si déconcertant.

L'année 2019 ne commence pas sous de meilleurs auspices pour notre pays.

Nous ne pouvons-nous réjouir de l'état de la France après les 5 années d'immobilisme du quinquennat précédent et l'échec de ces 18 mois de présidence qui devait être, je le rappelle, l'avènement d'un « nouveau monde », flamboyant, ambitieux et conquérant.

**Alors en 2019, que faut-il espérer pour notre Pays, pour l'Europe, pour le Monde**

Pour le monde : un peu partout les idéaux de 1945 et de 1990 qui virent la liberté retrouvée et les murs tomber s'évanouissent : les nationalismes progressent partout en Europe, les nationalismes redeviennent les idéologies dominantes ; les États-Unis, la Chine et la Russie semblent vouloir imposer leur vision géopolitique du monde, qui finira par s'imposer à nous la France, mais aussi à Allemagne et donc à l'Europe.

Le multilatéralisme s'érode : du retour des guerres commerciales à la désintégration de l'architecture financière internationale.

Pour l'Europe : C'est une année décisive car le rejet par les peuples des institutions européennes est préoccupant. Elle est paralysée par sa technostructure et son « produit », l'empilement normatif ; elle est incapable par exemple d'imaginer une solution européenne à la crise migratoire qui sape ses fondements. Que pouvons-nous opposer face au démantèlement d'un certain ordre mondial ? Seule une France plus forte, plus proche de l'Allemagne et agissant ensemble pour la cohésion des « 27 » peut enrayer la spirale du déclin.

Le Brexit est un évènement qui aura des conséquences graves pour l'Europe et je ne suis pas optimiste après la mise en minorité de Theresa May.

Les élections européennes approchent, elles permettront de clarifier les projets et les alliances, je pense notamment au PPE.

Pour la France : elle vient d'achever 2018 comme si elle était prise de « vertige » avec le sentiment qu'il n'y aurait plus ni solidarité, ni règle commune, ni cohésion, ni ordre républicain.

Une partie de notre nation s'est sentie « abandonnée » parce qu'elle a eu, à raison, le sentiment de n'être pas entendue, écoutée, respectée, d'être « à côté ».

Elle a douté, quand elle a perçu la distance qui l'éloignait de ceux qui ont la responsabilité du Pays.

*Ils auraient été « trop intelligents ou subtils » avons-nous entendu !*

Au fond, ils ont en fait été loin de la France qui travaille mais ne proteste jamais, celle qui paye toujours plus et reçoit toujours moins, qui a le sentiment d'une inéquité fiscale ; de celle qui subit les grèves, les blocages et les retards dans une résignation qui ne pouvait plus durer.

Et nous devons tous regarder dans les yeux cette France-là, celle qui a le sentiment d'être délaissée, « à-côté ».

La regarder dans les yeux, écouter, comprendre mais ne jamais accepter l'inacceptable !

- Ne jamais accepter le désordre, les saccages, les violences qui ont émaillé les dernières manifestations.
- Ne jamais accepter la surenchère des revendications qui ont décrédibilisé ce mouvement de protestation.
- Ne jamais accepter qu'on puisse remettre en question la liberté de la presse et des médias.
- Ne jamais accepter l'expression des haines.

**Pour ma part, je perçois trois attentes pour cette nouvelle année :**

Un besoin d'autorité

Un besoin de dialogue

Un besoin de cohésion

Trois attentes dans **le respect absolu de la démocratie qui ne reconnaît que la légitimité de l'élection.**

Autorité, oui : c'est le respect de la loi, la loi de la République exercée par celles et ceux qui ont la charge de la mettre en œuvre, le respect des règles communes.

L'autorité, elle est assurée par l'Exécutif sous le contrôle du Parlement.

Dialogue, oui : je crois à la vertu du dialogue, un dialogue fait de vérité, d'affrontements, de désaccords parfois, de recherche de compromis, et pourquoi pas la consultation directe dans les formes prévues par la Constitution et à condition que ses résultats soient respectés.

**J'ai rappelé au Président de la République lundi qu'aucune révision constitutionnelle ne se fera sans le strict respect des dispositions prévues par la loi fondamentale.**

Je me suis prononcé pour le grand débat. **Je ne suis dupe de rien.**

Ni de la façon dont il a été imaginé, ni de la façon dont il est organisé.

Et je n'évoque pas les « péripéties ».

Mais, comment pourrait-on refuser une initiative qui tente de passer du rond-point à la table ronde ?

- Il faut être prudent.
- Il faut être vigilant et attentif à toute tentative d'instrumentalisation.
- Il faudra être exigeant sur la suite que l'Exécutif proposera de donner à cette consultation.

**Mais,**

Il faut sortir de la logique de la contestation par la seule rue.

Il faut sortir de la logique d'un débat qui ne se fait aujourd'hui qu'autour de nouvelles stars des chaînes d'infos.

Le RIC qui est une revendication phare des gilets jaunes. Elle n'est en fait demandée que par 15% des Français !

Quant à la forte mobilisation de samedi dernier, il faut examiner les chiffres : 85 000, quand les manifestations contre la loi El Khomry réunissaient entre 200 et 500 000 personnes !

**La réalité du pays ne me paraît pas être exactement celle décrite par les chaînes d'info !**

Victor Hugo écrivait que « *souvent la foule trahit le peuple* ».

Et nous avons, nous tous, élus, le devoir de respecter le mandat que nous a confié le peuple. **La légitimité démocratique, c'est l'élection et non le nombre de followers.**

Ce débat devra permettre, je l'espère, de dire la vérité et de ne pas tout mélanger.

Notre pays dépense trop et ne produit pas assez.

Nous ne pouvons réclamer plus de services publics et moins d'impôts.

Nous ne pouvons éternellement accumuler le record des prélèvements obligatoires et celui de la dépense publique.

Notre Pays croit en l'égalité et pourtant les chances de nos enfants ne sont pas les mêmes, selon le village, la ville ou le quartier.

Notre Pays croit en la fraternité mais parfois en silence accepte violences inacceptables.

Alors, il nous faut retrouver ce qui fait le ciment de notre Nation. Les valeurs qui fondent notre pacte républicain.

**Une République qui accueille sans perdre son identité et qui réaffirme la primauté de la loi et de la Démocratie.**

Le gouvernement a décidé de confier à deux ministres, Sébastien Lecornu et Emmanuelle Wargon, la mission de « *faire vivre le débat, d'en suivre l'évolution et d'organiser la mobilisation de tous* ». Pour en « *garantir l'indépendance* », il propose un collège de « *garants* » de 5 membres. Deux seront nommés par l'Exécutif et il m'appartient de procéder à une nomination, tout comme le Président de l'Assemblée nationale et celui du Conseil économique, social et environnemental.

Si j'en ai accepté le principe, j'ai décidé de nommer Monsieur Pascal Perrineau comme « observateur » de ce grand débat, le terme de « garant » ne me paraissant pas approprié. Nous n'avons en effet rien à garantir mais « observer » le bon déroulement de ce débat dont la méthode et les thèmes n'ont pas été concertés avec nous. Il examinera les conditions du débat, son déroulement, sa neutralité et sa sincérité.

.....

Dans ces temps de doute et de remise en question, je crois à nos Institutions.

Je crois aux Institutions de la 5ème république qui nous ont permis de traverser bien des crises.

Je crois au bicamérisme, car que serait notre démocratie sans une assemblée qui ne procède pas de la seule élection présidentielle, une assemblée indépendante du fait majoritaire, une assemblée capable de contrôler l'action du gouvernement en toute indépendance.

Le Sénat, que je suis fier de présider, propose des repères à la société Il tient bon quand l'essentiel est en jeu: une République une, indivisible, laïque, démocratique, sociale et décentralisée.

Le Sénat est l'assemblée des territoires. Les sénateurs les élus des élus locaux, la voix des maires qui sont les seuls à avoir majoritairement la confiance des Français et qui croient en l'assemblée qui les représente.

Nous évoquerons d'autres sujets d'actualité lors de nos échanges. Je vais maintenant répondre à vos questions

*Seul le prononcé fait foi*